

Belgium-Brussels: Advertising services

OJ S 227/2016 24/11/2016

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: La Fête des Solidarités

Postal address: Rue Saint-Jean 32-38

Town: Bruxelles

Postal code: 1000

Country: Belgium

Contact person: Service achats

For the attention of: Madame Emilie Delplanque

E-mail: achats@solidaris.be

Telephone: +32 5151795

Internet address(es):

General address of the contracting authority: <http://www.lafetedessolidarites.be/>

Address of the buyer profile: <https://enot.publicprocurement.be/enot-war/preViewNotice.do?noticeId=254615>

Additional information can be obtained from:

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

Other: Fête des Solidarités ASBL

I.3. Main activity

Other: Voir statuts Fête des Solidarités ASBL

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Partenariat médias.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 13: Advertising services

NUTS code BE Belgique / België

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Le présent marché est un marché de services concernant un partenariat médias. Ce partenariat porte sur un échange promotionnel entre l'adjudicataire et l'ASBL Fête des Solidarités dans le cadre de son événement «Les Solidarités».

II.1.6. CPV code(s)

79341000 Advertising services, 79342200 Promotional services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

II.2.2. Information about options

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: yes

Number of possible renewals: 3

In the case of renewable supplies or service contracts, estimated timeframe for subsequent contracts:

in months: 12 (from the award of the contract)

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 12 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: — conformément à l'article 20 de la loi du 15.6.2006, est exclu de l'accès au marché, à quelque stade que ce soit de la procédure, le candidat qui a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée dont le pouvoir adjudicateur a connaissance pour:

1. Participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324 bis du code pénal;
2. Corruption, telle que définie aux articles 246 et 250 du code pénal;
3. Fraude au sens de l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17.2.2002;
4. Blanchiment de capitaux tels que défini à l'article 5 de la loi du 11.1.1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

La preuve qu'il ne se trouve pas dans un des cas cités peut être apportée par un extrait de casier judiciaire récent ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance et dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

— le candidat joint à son offre une attestation délivrée par l'Office national de la sécurité sociale dont il résulte qu'il est en règle quant à ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale, jusque et y compris l'avant-dernier trimestre civil écoulé par rapport à la date limite de réception des demandes de participation ou de réception des offres, conformément aux dispositions de la loi belge (attestation ONSS). Si le candidat ou soumissionnaire emploie du personnel relevant d'un autre État membre de l'Union européenne non soumis au régime de sécurité sociale belge, une attestation délivrée par l'autorité compétente dont il résulte que, suivant compte arrêté au plus tard à la date limite de réception des demandes de participation ou des offres, il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi,

— le candidat joint à sa demande de participation ou à son offre, selon le cas, une attestation dont il résulte qu'il est en règle par rapport à ses obligations fiscales selon les dispositions légales du pays où il est établi. Pour un candidat ou soumissionnaire belge, le pouvoir adjudicateur vérifie le respect des obligations fiscales à l'égard du SPF Finances, sur base de l'attestation délivrée par ce dernier.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: — une déclaration sur l'honneur concernant le chiffre d'affaires global, et le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activités faisant l'objet du marché, pour les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Minimum level(s) of standards possibly required: — niveau minimal exigé: le chiffre d'affaires global moyen doit être de minimum 1 800 000 EUR/an HTVA au cours des 3 derniers exercices disponibles.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

— une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente ou lorsque le destinataire a été un acheteur privé, par une attestation de l'acheteur ou, à défaut, simplement par une déclaration du soumissionnaire.

Minimum level(s) of standards possibly required:

— niveau minimal exigé: le soumissionnaire doit fournir la preuve qu'il a exécuté au moins 3 services similaires par an.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Accelerated restricted

Justification for the choice of accelerated procedure: Article 47 de l'arrêté royal relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques:

«..., en procédure restreinte, le délai minimum de réception des demandes de participation ..., lorsque l'urgence rend impraticable le délai minimum et que le pouvoir adjudicateur recourt à une procédure accélérée, ce délai peut être réduit à un minimum de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'avis de marché ou à 10 jours si l'avis est envoyé conformément à l'article 46, paragraphe 2, 1°.

Paragraphe 2,..., lorsque l'urgence rend impraticable le délai minimum et que le pouvoir adjudicateur recourt à une procédure accélérée, le délai de réception des offres peut être réduit à 10 jours à compter de la date d'envoi de l'invitation à présenter une offre, à condition que cette invitation soit envoyée par télécopie ou par des moyens électroniques. Dans ce cas, la réduction prévue à l'alinéa précédent n'est pas applicable».

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

FDS-2016-106-FDS-MP-F02_0

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 2.12.2016 - 11:00
Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

2.12.2016 - 11:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes

Estimated timing for further notices to be published: 12 mois.

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal de première instance de Bruxelles

Postal address: Place Poelaert 1

Town: Bruxelles

Postal code: 1000

Country: Belgium

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Fête des Solidarités ASBL

Postal address: Rue Saint-Jean 32-38

Town: Bruxelles

Postal code: 1000

Country: Belgium

VI.5. Date of dispatch of this notice

21.11.2016